



Implication dans le Génocide de 1994: Kagame annonce une enquête visant de hauts responsables français
(Reuters 11/07/2007)

(Reuters) - Le président rwandais Paul Kagamé a déclaré mardi qu'une nouvelle enquête devait être menée sur l'éventuelle implication de hauts responsables français dans le génocide rwandais de 1994. Il a mis au défi les autorités françaises d'étudier des documents publiés la semaine dernière par le quotidien Le Monde.

Ces documents déclassifiés montrent que les services du président François Mitterrand avaient eu connaissance des préparatifs du génocide, au cours duquel 800.000 personnes ont été tuées en 100 jours.

Paul Kagamé a rappelé qu'une précédente enquête avait totalement blanchi l'action de la France dans ce cadre.

"Et voici maintenant des faits qui disent 'Non, vous n'êtes pas innocents finalement'. Ne pensez-vous pas que ces gens (les enquêteurs) devraient se dire 'peut-être qu'il y a quelque chose que nous ignorions ?'"

Kigali a rompu ses relations diplomatiques avec Paris en novembre, protestant contre les mandats d'arrêt lancés contre Kagamé et certains de ses proches par le juge français Jean-Louis Bruguière.

L'enquête française portait sur leur implication dans la mort de l'ex-président rwandais Juvénal Habyarimana, événement qui avait précipité le déclenchement du génocide.

Le président rwandais Paul Kagamé accuse Paris de cacher son rôle dans l'entraînement des soldats ayant perpétré les massacres et le soutien apporté à leurs chefs.

La France, qui avait envoyé des soldats dans le cadre d'une mission des Nations unies, nie toute implication dans les tueries.

Un chercheur britannique a récemment affirmé dans son ouvrage "Silent Accomplice" ("complice silencieux) que les soldats français avaient montré aux extrémistes hutus comment dissimuler leurs exactions aux satellites espions

Par Arthur Asiimwe Reuters

Rwanda : la France complice du génocide
(agoravox 09/07/2007)

Oui, la France savait. Le président François Mitterrand a affirmé à la télévision, le 14 juillet 1994 : "Les Français sont partis plusieurs mois avant le déclenchement de ce génocide qui a suivi l'assassinat des présidents du Rwanda et du Burundi. A ce moment-là, on nous a suppliés de revenir en nous disant : Sauvez les casques bleus, ramenez les Français, les Belges, les étrangers qui se trouvent au Rwanda, ce que nous avons fait.(...) Nous avons sauvé des dizaines, des milliers de gens, de pauvres gens qui avaient déjà supporté beaucoup de souffrances." Mais cette version de l'histoire est un pur mensonge, comme l'écrivait déjà en 1997 le journaliste Mehdi Ba, dans Rwanda, un génocide français (ouvrage réactualisé en 2004). De nouvelles preuves accablantes viennent d'être dévoilées dans l'édition d'hier du quotidien Le Monde, qui dissèque le contenu de plusieurs volumes d'archives de l'Élysée transmis au tribunal aux armées. Ainsi, lorsque le régime du président rwandais Juvénal Habyarimana appelle la France au secours, le 3 octobre 1990, pour le défendre contre l'offensive menée par les hommes de Paul Kagamé et son Front patriotique rwandais, soutenu par l'Ouganda, les premiers signaux d'alerte